

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION – QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

Ce rapport est le fruit d'un travail collectif et d'un partenariat entre le Secours Catholique-Caritas France, le Réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération française des diabétiques.

Extraits :



(...)

Les pauvres, les oiseaux et les agriculteurs ont en commun des statistiques qui font froid dans le dos.

Les premiers meurent plus tôt que la moyenne et sont davantage touchés par le diabète, les deuxièmes ont vu leur population s'effondrer de 36 % en trente ans, et les derniers ont un métier surexposé au risque de suicide.

De la terre à la fourchette, le vivant est négligé, abîmé, détruit. Cette situation est une folie.

Et cette folie n'a que trop duré. Voilà le cri auquel veulent répondre aujourd'hui nos associations, elles qui sont engagées au quotidien avec celles et ceux qui en souffrent, mais aussi avec ceux et celles qui essayent de faire autrement.

(...)

(...) nos associations ont décidé de faire alliance. Il faut plonger au cœur du système alimentaire, complexe, héritier d'une longue histoire, pour en **comprendre les rouages et repérer les leviers de changement**.

(...) **Ce rapport dévoile au moyen [de la mesure] des dépenses publiques les choix ou les non-choix faits collectivement pour soutenir ce système et réparer les coups donnés au vivant et à notre santé.**

(...) **Les personnes concernées par la précarité, et impliquées dans cette étude**, ont insisté sur le sentiment d'impuissance et de colère à ne pouvoir faire le choix de leur alimentation, mais aussi à ne pouvoir faire celui auquel on les incite : acheter mieux, un peu plus cher, pour consommer sainement et durablement, pour mieux rémunérer ceux et celles qui produisent. «*Quand t'as pas d'argent t'es complètement bloqué* » se désole ainsi Gérard, engagé dans cette étude.

En miroir, du côté des producteurs et productrices, l'équilibre est difficile à trouver entre un prix rémunérateur et un prix accessible pour une production durable. Un dilemme qui aboutit à une perte de sens. Pour Anne, « *si on met un prix qui nous permet de vivre, on vend seulement à une niche de*

personnes [...]. C'est perturbant de se dire qu'on fait de la nourriture saine mais que tout le monde n'y a pas accès ».

(...) **ALORS NOUS AVONS VOULU PRENDRE LE SUJET À BRAS-LE-CORPS**

(...) **nous avons d'abord affirmé ce que nous avons d'essentiel en commun** : le travail et le revenu décents, l'accès de tous à une alimentation librement choisie, la santé, la préservation de nos sols, de notre eau... **Et nous nous sommes ainsi dotés d'une boussole commune.**

(...) de nombreux indices nous montrent que toute cette organisation pour nous nourrir à bon marché (depuis la production jusqu'à la distribution et la restauration) génère de **lourds impacts pour la société, l'environnement et la santé, que n'intègrent pas les prix de notre alimentation.**

(...) Ce rapport contribue au débat sur les « **coûts cachés de notre alimentation** », en renseignant les **effets négatifs** sur la santé, l'environnement et la société (...).

[Les auteurs insistent sur le fait que cette étude ne mesure qu'une partie des impacts négatifs : ceux qui provoquent des dépenses publiques qu'on peut chiffrer] **c'est-à-dire des dépenses publiques effectivement engagées pour les compenser ou les réparer.** Nous renseignons ce qu'ils coûtent comptablement et collectivement – du fait de nos impôts, cotisations et taxes – aujourd'hui.

(...) **plusieurs coûts n'ont pas pu être quantifiés, faute de données disponibles** par exemple, l'impact sanitaire des résidus de pesticides dans l'alimentation ; ils ne comprennent pas les coûts pris en charge par les ménages et les acteurs économiques directement. (...) et plusieurs impacts ne représentent pas des coûts, à l'image du sentiment d'impuissance et d'angoisse à ne pouvoir nourrir ses enfants convenablement.

En complément du calcul des impacts, nous avons regardé les soutiens financiers publics aux acteurs économiques des chaînes alimentaires (exploitations agricoles, entreprises de transformation, distribution et restauration...). Ces soutiens ne sont pas neutres : en consolidant la rentabilité des acteurs économiques, et en fonction de leurs cibles et de leurs conditionnalités, ils aident à structurer le système alimentaire et à orienter son fonctionnement.

L'ensemble de ces données renseigne finalement les coûts sociétaux du système alimentaire français, soit des coûts assumés par la société.

(...)

C'est d'abord un scandale en termes de santé publique :

Nous dépensons aujourd'hui 11,7 milliards d'euros, a minima, **pour les maladies liées à notre mauvaise alimentation (obésité et diabète en particulier).** Et la tendance est en forte hausse, au point que l'**Organisation mondiale de la santé parle désormais d'épidémie pour l'obésité.** (*)

Ces 11,7 milliards ne sont que la partie émergée de l'iceberg : Si l'on y ajoute les maladies professionnelles liées à l'usage des pesticides, nous atteignons 12,3 milliards d'euros de dépenses pour la santé, **sans que cela couvre la totalité des effets de la destruction de notre environnement sur notre santé.**

(*) Celle-ci est pourtant fortement **encouragée** : une grande partie des plus de 5,5 milliards d'euros de publicité et de communication du secteur agroalimentaire, en 2023, nous oriente sur des produits trop

gras, trop sucrés ou salés. 5,5 milliards, c'est plus de 1 000 fois le budget de communication du programme national Nutrition Santé, qui finance des campagnes de sensibilisation comme le célèbre « 5 fruits et légumes par jour ».

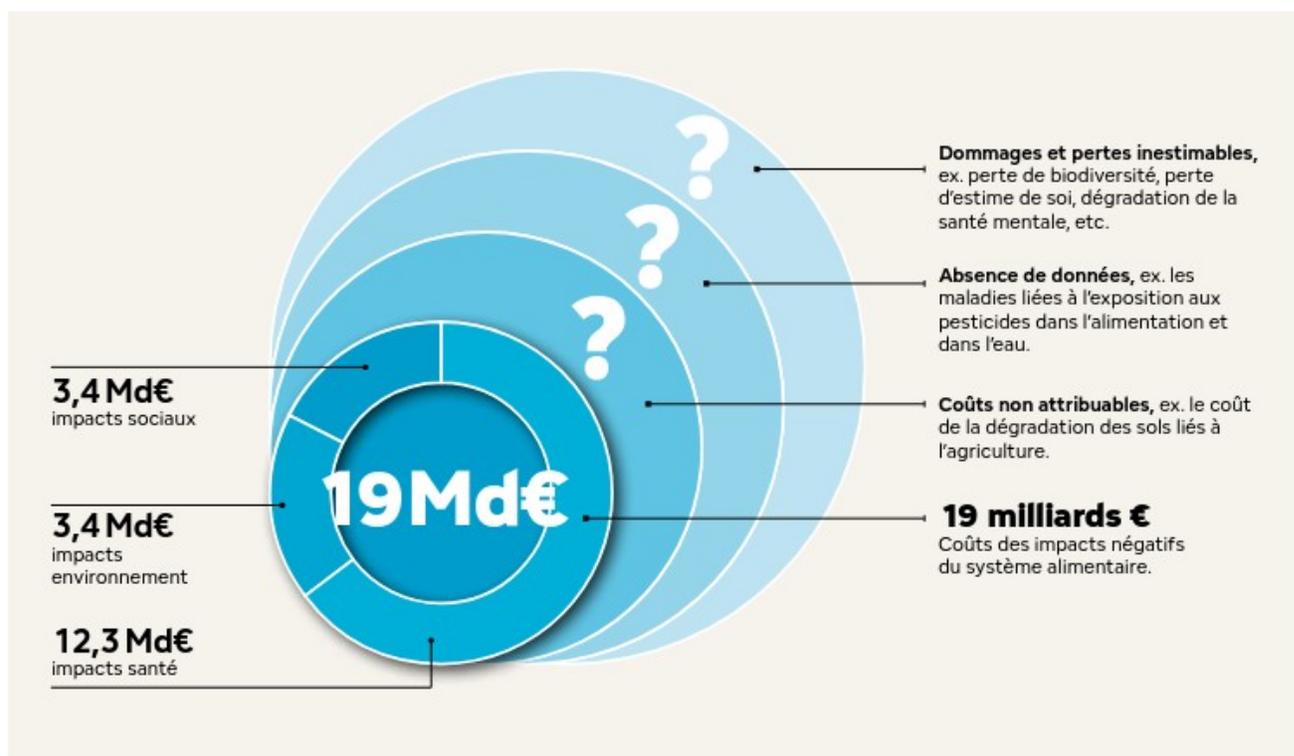
Du point de vue écologique, les dépenses publiques sont loin de compenser et de réparer l'ensemble des dégradations. Elles s'élevaient à 3,4 milliards d'euros en 2021, pour ce que nous avons pu chiffrer : atténuation du changement climatique, gestion des déchets, dépollution de l'eau, prise en charge des maladies liées à la pollution de l'air (considérés au prorata de la responsabilité de notre système agricole et alimentaire).

[Les auteurs soulignent que ces 3,4 milliards sont loin de couvrir la correction ou l'évaluation de tous les dommages écologiques de notre système alimentaire]

Du point de vue du coût des impacts sociaux, nous dépensions 3,4 milliards d'euros en 2021 pour compenser la faiblesse des rémunérations dans le secteur agricole et tout au long de la chaîne.

En outre ces chiffres ne disent pas tout de ce que les personnes vivent. Leurs témoignages résonnent comme le tic-tac d'une bombe sociale à retardement. Ce que les dépenses ne diront jamais, c'est la honte et le stress de ne pouvoir se nourrir par soi-même, et de nourrir ses enfants sainement. Ce sont l'isolement social et les problèmes de santé mentale, faute de pouvoir inviter amis ou petits-enfants à passer à la maison.

Même en nous restreignant à ces coûts effectifs pour la dépense publique, l'addition reste salée : **19 milliards** par an.



À quoi il faut ajouter

48,3 MILLIARDS D'EUROS de soutien public :

Ce système, aux impacts multiples, nous ne faisons pas que le subir. Nous le finançons. Et dans des proportions que, jusqu'à notre rapport, personne ne mesurait réellement : nous toutes et tous mettons sur la table 48,3 milliards d'euros pour soutenir notre système agricole et alimentaire. C'est le montant des soutiens publics en 2021 aux acteurs de ce système – par le biais de subventions, d'achats directs et d'exonérations fiscales ou sociales.

(...) c'est sans doute une bonne nouvelle de notre rapport : avec ces 48,3 milliards, nous avons un moyen pour orienter les **290 milliards d'€ de dépenses alimentaires des Français** et pour changer de trajectoire.

Le problème, et c'est un des enseignements clés de notre recherche, est que **plus de 80 % des soutiens publics entretiennent un modèle à l'origine de l'essentiel de ces impacts (...)**

Au total :

67 MILLIARDS D'EUROS [sont] en quête de boussole sociale et écologique

Si l'on additionne les soutiens publics et les dépenses publiques pour réparer et compenser, ce sont 67 milliards d'euros que nous mettons en commun et qui entretiennent un système à bout de souffle.

Soyons très clairs, il ne s'agit pas de remettre en cause le principe même de cette mise en commun : il n'y a rien d'excessif à consacrer 2 à 3 % de la richesse nationale à soutenir, orienter et réparer le système qui nous nourrit (c'est l'équivalent du budget de l'Éducation nationale). Les dépenses sont même loin de suffire à réparer ou à compenser à hauteur des dégâts. Il ne s'agit pas non plus de donner à croire qu'un nouveau gouvernement pourrait librement disposer, demain matin, de ces fonds d'une tout autre façon : les indispensables dépenses des collectivités pour la cantine scolaire, par exemple, sont déjà très restreintes pour changer les modes d'approvisionnement !
(...)

QUATRE VOLETS de recommandations pour répondre à notre équation

Volet 1 : DÉMOCRATIE

C'est pourquoi le premier volet de nos recommandations porte sur la démocratie, soit la participation aux prises de décision des citoyens et citoyennes sur notre système alimentaire. Pour une participation « en connaissance de cause », nous proposons une démocratisation à tous les échelons, en développant des lieux d'accès à l'alimentation et à l'éducation populaire sur le sujet (des maisons

solidaires de l'alimentation, des caisses communes de l'alimentation...). Deux niveaux de décision sont ensuite essentiels : les collectivités territoriales, et les instances agricoles, comme les chambres d'agriculture, qui doivent s'ouvrir à la société et garantir leur pluralisme. Au niveau national enfin, une délibération sérieuse doit aboutir sur un cap clair pour orienter les politiques publiques, avec une loi-cadre sur le droit à l'alimentation.

Volet 2 : ACCÈS AUX DROITS ET ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE

L'engagement d'un tel processus délibératif n'empêche pas d'agir dès demain. Car reste l'urgence d'améliorer l'accès aux droits de toutes et tous et l'accessibilité financière des ménages sous contrainte. Il faut à la fois mieux protéger par notre système de protection sociale et déployer massivement différents types de soutiens financiers pour l'alimentation durable et de qualité (...) nous ne pouvons nous satisfaire d'un accès différencié à l'alimentation.

Volet 3 : MASSIFIER LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Enfin, si les politiques publiques actuelles misent aujourd'hui sur la responsabilité individuelle des producteurs et des consommateurs, elles

Volet 4 : RÉGULER LE COMMERCE INTERNATIONAL

Et, parce que la France n'est pas isolée du reste du monde, nos propositions portent aussi sur les accords de libre-échange et nos conditions d'importation qui doivent respecter les normes environnementales, sanitaires et sociales essentielles en vigueur au sein de l'Union européenne. Pour assurer à toutes et à tous un accès digne à une alimentation durable et rémunératrice pour ceux et celles qui la produisent, les transformations à opérer sont nombreuses. Mais elles sont loin d'être insurmontables !

(...) Quoi de mieux que le droit à l'alimentation comme nouvel horizon ? Prenons place autour de la table pour nous y engager.